

aussi pur, et aussi délicieux que le vin qui coula au noëce de Cana.

Votre très respectueux.

St. Cuthbert Dec. 1849.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, MARDI 8 JANVIER 1850.

Nos lecteurs sont impatients, sans doute, d'avoir des nouvelles de Rome, et du SOUVERAIN PONTIFE. Après avoir fait à la hâte le dépouillement de nos journaux d'outre-mer, nous ne trouvons rien de bien intéressant à leur apprendre. Le pape est toujours à Portici, et il n'y a pas d'apparence qu'il retourne de sitôt dans la ville éternelle. De plus, il paraît qu'il est assez difficile de se procurer des nouvelles exactes de Rome. Nous savons par les correspondants de quelques journaux catholiques de France, qu'on ne saurait à l'étranger avoir trop de méfiance contre les nouvelles reçues de Rome. Ces prétendues nouvelles sont fabriquées avec tant d'art, et racontées avec tant de détails et d'assurance qu'il paraît parfois impossible de ne pas y ajouter foi.

A Rome, comme partout, les démagogues inventent à plaisir de longues histoires, rapportent avec emphase des "événements" qui sont encore à venir, dénaturent surtout les faits véritables, bref emploient tous les moyens possibles pour égayer l'opinion à l'étranger. Tout moyen est bon et légitime à ces adorateurs de Brutus pourvu qu'ils atteignent leur but, et qu'ils contentent leur haine implacable contre l'église. Un exemple entre mille.

Un jour, deux femmes se battent dans la rue la populace s'attroupe et se met à les huer; au même moment passe la voiture du cardinal Maï qui rentrait chez lui. Quelle heureuse coïncidence pour les apôtres de la démagogie vici. Ils écrivent aux quatre coins du monde que "le peuple Romain" a les cardinaux en horreur; et à preuve, c'est que le cardinal Maï est entré chez lui tel jour au milieu des cris et des huées de la foule!

Les journaux rouges de Paris, s'appuyant sur cette autorité respectable de Rome, racontent chaque jour des "événements" de cette force, en chantant sur tous les tons "l'impérialisme", voire même la "tyrannie" de la commission qui gouverne au nom du Pape. Ça doit être; car la commission qui s'efforce de remettre un peu d'ordre dans les différentes branches de l'administration a bien osé renvoyer plusieurs employés de l'ex-république. N'est-ce pas là de la fine "réaction"? Aussi ces employés sont devenus "d'illustres victimes" dans les colonnes du National et autres feuilles de la même farine. Faut dire aussi que quelques uns de ces employés se sont "illustres" passablement sous le règne de la "sublime république". Ent' autres, l'un est convaincu d'avoir soustrait les sermons en et de plusieurs manuscrits de la bibliothèque du Vatican; chez un autre, on vient de trouver un saint-croix qui contenait encore des hosties! Les journaux au service de la démagogie n'ont pas jugé à propos de rapporter ces peccadilles; oh! non, mieux vaut cent fois "éclairer l'opinion" en signalant l'esprit réactionnaire de la commission papale qui se fourvoie par la démission de ces austères républicains qui gouvernaient "au nom de Dieu et du peuple."

D'autres journaux, en France et en Angleterre qui veulent l'ordre, mais qui le voudraient sans l'Eglise, ne se gênent point de raconter les choses en leur donnant la couleur la plus défavorable possible. Ainsi le Times, le Chronicle, le Constitutional, qui entretiennent des correspondants à Rome et à Naples contiennent des anecdotes et des appréciations où le mépris et souvent la haine ne prennent pas la peine de se déguiser; à les entendre, leurs correspondants seraient initiés à tous les secrets de la diplomatie; on dirait qu'ils ont assisté aux conseils de la commission papale, au ton d'assurance avec lequel ils parlent des raisons et des motifs de la Cour Romaine.

Le moins qu'on puisse penser et dire de ces journaux, c'est qu'il faut prendre cum grano salis ce qu'ils racontent de Rome et de Portici. Le nouveau général en chef, Baraguey d'Hilliers, paraît vouloir marcher sur les traces de ses deux illustres prédécesseurs. Au moins en arrivant à Rome, il a approuvé la politique de M. de Courcelles, et protesté de son dévouement pour le Pape et pour l'ordre. "Je n'ai qu'un bras", aurait-il dit, mais je le consacre tout entier au service de la religion. Espérons que ses actes répondront à de si belles paroles. Peu de jours après son arrivée à Rome, il est parti pour Portici afin de présenter ses lettres de créance au SAINT PERE.

On attendait à Rome avec une vive anxiété l'issue de ce voyage du commandant général. Nous donnons aujourd'hui de nouveaux détails sur l'oppression fraternelle qui pèse sur les catholiques de Suisse. Une pétition signée par 10,000 catholiques du diocèse de Genève et Lausanne a été adressée au conseil des Etats pour demander la réintégration de leur évêque. Le conseil a répondu à cette pétition par des injures et des menaces. A ce sujet, un jeune catholique de Genève a adressé à M. Druey, membre du grand conseil, une lettre admirable qui se termine ainsi:

"Vous dites que l'Evêque a prétendu être le maître dans l'Etat; citez une seule de ses paroles, désignez un seul de ses actes; il n'a jamais demandé que l'harmonie entre les deux pouvoirs, et il s'est énergiquement prononcé contre cette irruption de démagogues dans le domaine spirituel. Certes, avez donc le courage de défendre la liberté pour tous, liberté pour tous, la liberté réelle et sincère; soyez son champion dévoué, et vous verrez si jamais il s'élève un seul obstacle de la part de l'Evêque, de son clergé et des catholiques. Mais on ne veut pas de la liberté de l'Eglise, on veut; et cette lâche peur se traduit par des lois oppressives, par des mesures arbitraires par des lettres de cachet, par de pitoyables contre-façons du jacobinisme ou de la Russie.

"Répondez, êtes-vous souverain en religion? Vous qui en politique n'êtes que le délégué du peuple, son commis et rien de plus? Vous voudriez vous arroger la suprématie du ciel, qui jette à son église schismatique des Evêques ou des prêtres, qui régentent, administrent, gouvernent, taillent à merci dans sa religion officielle. Le Grand Conseil de Fribourg a fait, dites-vous ce qu'on fait l'empereur Constantin, Charlemagne.... Vous voilà, vous, démocrate d'hier, transformé en autocrate du lendemain; vous voilà réduit à copier les actes du pouvoir au moyen-âge; copiste microscopique, nous en appelons à l'Europe du dix-neuvième siècle pour considérer ce Grand Conseil de Fribourg, cette reproduction actuelle de Charlemagne et de Constantin; c'est un sénat démocratique qui a sanctionné la fidélité de la copie?....

"Nous, catholiques, nous sommes traités en nation conquise; des conseillers d'Etat, hisses au pouvoir par l'élection ou par l'appui des bataillons, des journalistes se vantent de rappeler l'Eglise à sa sainte mission et la religion à ses véritables enseignements; dites-le moi, n'est-ce pas à une ridicule prétention, un odieux attentat à l'indépendance du pouvoir spirituel, et vous vous plaignez que des victimes crient à l'oppression! Vous administrez nos finances, vous réglez nos routes, vous tarifiez nos produits; ce n'est pas assez, vous voulez, Monsieur Druey et vos frères, vous qui pouvez être protestants, juifs, athées, vous voulez pénétrer dans notre conscience, lui rançonner sa foi, attaquer la hiérarchie de notre Eglise; mais sachez-le, la conscience catholique est un sanctuaire impénétrable, Dieu et son Eglise y ont seuls droit d'entrée.

"Dans les hauts Conseils de mon pays, on a attaqué mon chef et mon père; j'ai répondu l'insulte, et je l'ai fait sans crainte, parce que j'ai accompli un devoir; j'attends l'avenir avec confiance. J'ignore si la justice des peuples aura son jour; mais je sais que celle de Dieu aura le sien; j'en ai le bon espoir et ma consolation!"

Le grand conseil ayant jugé que la population catholique pouvait se passer d'évêque, a conclu qu'elle pouvait bien aussi se passer des fêtes de l'Eglise. En conséquence, il s'est occupé d'un décret de suppression de la plupart des fêtes. Un considérant du projet, entr'autres, porte que "les fêtes multiplient les occasions de débauche

et de folles dépenses." Quel zèle fraternel mais attendez. Le grand conseil qui craint la débauche et les folles dépenses des "Fêtes religieuses" n'a que des encouragements à donner à "l'Association démocratique" qui les remplace par des "fêtes purement patriotiques." Comme par exemple, la fête du "quatorze novembre;" cette fête patriotique, est l'anniversaire du "jour glorieux" où la fraternité s'empara de Fribourg en 1847, et délivra "le peuple" de "l'oppression" des Jésuites, des ordres religieux, voire même des Sœurs de Charité. Apparemment que le Grand conseil croit dans sa sagesse que ces fêtes patriotiques n'exposent pas le peuple à la débauche et aux folles dépenses" comme les fêtes religieuses. Iniquitas n'entis est sibi.

Dans une commune aux portes de Fribourg, un protestant vient à mourir. Les patriotes s'assemblent et déclarent qu'il faut le faire enterrer dans le cimetière catholique. Le conseil de la commune s'y oppose manuellement, et les habitants offrent même de transporter le corps du défunt au cimetière protestant de Fribourg; rien ne fait. Arrive un ordre du Préfet qui commande d'enterrer le corps dans le cimetière catholique. Par précaution, les baïonnettes Vaudoises étaient là, aussi la fraternité triompha. Le lendemain, le Confédéré, "journal patriotique" loua la fermeté du Préfet, et signala avec indignation l'intolérance du curé et le fanatisme des catholiques de la commune. C'était tout simple. — Il ne manquait plus que de leur reprocher de n'avoir pas crié; "vive la liberté!"

Pour nous, nous ne pouvons nous empêcher de nous écrier avec le correspondant qui nous fournit ces détails, "Courage et confiance, catholiques de Suisse! rappelez-vous ces mots favoris de M. Leo, victime du radicalisme, l'ANCIEN DIEU VIT ENCORE!"

BULLETIN.

Les annexions et l'Angleterre. — Derniers avis de Toronto. — Nouvelles et Faits Divers.

Les journaux annexionnistes de Montréal se disputent à l'envi la tâche de faire croire au peuple canadien que les hommes d'état en Angleterre sont disposés à consacrer l'abandon des colonies de l'Amérique du Nord. Le Herald de samedi, en annonçant qu'il a découvert dans les journaux anglais (nous ne savons trop lesquels) que des changements importants auront lieu sous peu dans le cabinet Britannique, cite un paragraphe de l'United Service Gazette, un journal, dit-il, généralement bien informé, qui n'annonce rien moins que la détermination du cabinet Russell d'abandonner le Canada à lui-même. Voici ce paragraphe:

"Nous avons des raisons pour annoncer sans crainte que la question de l'abandon du Canada comme une colonie anglaise a été le sujet qui a le plus occupé l'attention, et nous approuvons d'une source où nous pouvons placer la plus grande confiance qu'on en est presque arrivé à la détermination d'abandonner le Canada comme une dépendance de la couronne Britannique."

Le Herald n'est pas du tout étonné de cela. A son avis, c'est ce que l'Angleterre doit faire et elle ne peut faire que cela. Nous ne partageons pas cette opinion. Le paragraphe de l'United Service Gazette nous paraît assez étonnant pour que nous ne croyions pas à la nouvelle qu'il contient. Nous pensons comme nous l'avons exprimé déjà plusieurs fois, que l'Angleterre ne consentira pas à la séparation possible du Canada d'avec elle. Le Herald, pour soutenir ses opinions annexionnistes, a été feuilleter les journaux anglais de 1840 et il a trouvé dans les débats qui ont eu lieu dans le parlement impérial, au sujet de l'acte d'union, que plusieurs hommes d'état éminents et entr'autres des hommes liés avec le ministère actuel se sont alors franchement prononcés dans le même sens.

On se rappelle, dit le Herald, que notre bill d'union rencontra dans la chambre des communes une forte opposition, quoiqu'il fut à la fin adopté par une grande majorité. Une des plus grandes raisons de cette opposition, c'était, selon quelques uns, la probabilité que sous son opération, les adversaires de la connexion anglaise en Canada, obtiendraient une majorité en parlement. Cette objection fut combattue de part et d'autre par feu M. Charles Butler, l'auteur de la mesure et on dit aussi du fameux rapport de Lord Durham. M. Butler admit la possibilité d'une telle éventualité et son résultat inévitable. "Si la majorité des représentants canadiens, dit en cette occasion M. Butler, était opposée à la connexion anglaise, à quoi nous servirait en ce cas de conserver l'Union?"

Mylord Howick (maintenant M. le comte Grey et le secrétaire des colonies) fut encore plus explicite. Il ne laisse aucun doute, ajoute le Herald sur sa détermination d'abandonner le Canada aussitôt qu'il demandera la séparation. "Si l'y avait, disait, en 1840, Sa Seigneurie, une si grande majorité du peuple Canadien hostile à la connexion avec l'Angleterre pour être des membres avec des sentiments comme ceux dont on a parlé, c'était bien peu important, quelle forme de gouvernement ou quelles mesures seraient adoptées par cette chambre, parce que le résultat serait le même, c'est-à-dire, que la connexion entre les deux pays devrait cesser."

M. Ewart le représentant de Liverpool et un des plus fermes soutiens du ministère actuel alla encore plus loin, et dans la plus petite manifestation de désapprobation d'un côté ou d'autre dans la chambre; déclara qu'il était convaincu que les principes démocratiques prévalaient à la fin sur tout le continent Américain, quoiqu'ils seraient contrôlés et gouvernés par le progrès de la civilisation; ils devaient donc en conséquence, avoir égard à cela, législater de manière à être préparés pour cette séparation."

Le discours de M. Gladstone en cette occasion fut le plus important. M. Gladstone, on sait, était secrétaire des colonies sous Sir Robert Peel. Il appartient au parti conserva-

leur, distingué des protectionnistes tories "M. Gladstone considérait que le problème politique de la connexion était le plus difficile des problèmes, et que, dans tous les cas, la connexion ne pouvait être maintenue que du consentement des deux pays, et aussi longtemps qu'elle serait avantageuse à la population de la colonie.

Mais rien n'était plus à déplorer, à son avis, rien ne pouvait être plus dangereux, de la part de la Mère-Patrie, que d'insister à maintenir cette union, quand elle ne pourra plus être avantageuse à la colonie. Il était important que la population loyale et bien intentionnée du Canada comprit que nous les considérons comme des collaborateurs dans l'œuvre du maintien de la connexion aussi longtemps qu'elle tendra à l'avantage mutuel. Il ne faut pas les laisser supposer que nous sommes déterminés à maintenir la connexion contre le gré du peuple Canadien."

Nonobstant les citations de notre confrère du Herald, et nous avouons qu'elles sont bien dignes d'attention, nous persistons à croire que l'Angleterre, par ses organes en Amérique, s'opposera à la séparation possible du Canada d'avec elle. En 1840 il n'était pas question de cette séparation. La perspective d'un tel événement étant infiniment éloignée, les orateurs cités pouvaient bien s'exprimer ainsi pour faire preuve de bonnes dispositions envers le peuple Canadien. Mais autre chose est d'émettre une opinion par pure spéculation et autre chose de se prononcer sur une question d'actualité et de vitalité. Ces mêmes hommes d'état trouveraient peut-être aujourd'hui de bonnes raisons pour se prononcer contre la séparation, et s'ils n'en trouvaient pas, la majorité dans le Parlement Impérial pourrait en trouver.

La nouvelle contenue dans le paragraphe de l'United Service Gazette est d'ailleurs contredite par un autre journal de Londres, qui dit à ce sujet: On peut autant se fier à Punch (le charivari anglais) pour des informations correctes sur les affaires de l'état qu'à l'United Service Gazette, avec cette différence que Punch a plus d'esprit. L'idée d'un conseil du cabinet tenu pour discuter l'abandon du Canada en ce moment était une originalité digne de Punch."

Rien d'important de Toronto, aux derniers avis. Le Globe nous dit que l'année 1850 a commencé là comme ici par une journée magnifique. Les visites, les promenades, et les réjouissances de toutes espèces ont occupé seules les premiers instants de cette nouvelle année. Depuis longtemps les habitants de Toronto n'avaient vu chez eux tant de gaieté et d'animation.

Le gouverneur-général et la comtesse d'Elgin ont tenu maison ouverte depuis le matin de bonne heure jusqu'à trois heures de l'après-midi, et pendant tout ce temps la maison a été assiégée par une foule nombreuse de visiteurs, désireux de présenter leurs hommages et leurs respects au représentant de la Souveraineté et à son aimable dame. Il y avait parmi les visiteurs des gens de tous les partis, qui tous, ajoute le Globe, paraissent charmés de la réception gracieuse qu'on leur faisait.

Il était bruta Toronto la semaine dernière, de la nomination de l'hon. John H. Cameron comme le troisième juge de la cour des Plaidoyers communs pour le H. C. L'adresse des annexionnistes de Stanstead, townships de l'Est, à M. McConnell, leur représentant, lui demandant de se prononcer sur la question de l'annexion a déjà obtenu, dit le journal de Stanstead, 118 signatures et tous les retours ne sont pas connus.

Conversion d'un autre ministre Episcopalien, à New-York.

Il y a quelques jours, nous annonçâmes le retour au catholicisme de deux ministres épiscopaliens, de New-York, MM. Fors et Preston. Un troisième ministre de la même dénomination vient d'imiter leur exemple, dans la même ville. Voici ce que dit à son sujet le Freeman's Journal: "Le Dr. Huntington, ci-devant ministre épiscopalien de cette ville, a fait sa soumission à la vraie foi, il y a quelques jours, et est entré par la pénitence dans le sein de l'Eglise Catholique. Nous avions connu le Dr. Huntington il y a quelques huit années, lorsqu'il se distinguait par son habileté à remplir les fonctions de professeur au College de St. Paul. Depuis, le Dr. Huntington a passé quelque temps en Europe, et depuis son retour, il officiait temporairement à l'église des apôtres, près du Séminaire Protestant des Episcopaliens. "Nous espérons avoir le plaisir d'enregistrer, bientôt, la conversion de plusieurs autres personnes de distinction parmi les Episcopaliens; mais nous attendons, jusqu'à ce que nous puissions affirmer la vérité de ce que nous rapportons aujourd'hui comme un fait."

La conversion d'hommes aussi éclairés est, certes, bien encourageante pour l'Eglise des Etats-Unis, et en même temps bien glorieuse pour le catholicisme, puisque la démonstration de sa vérité entraîne la conviction des plus fortes intelligences. — Quand les Protestants font quelque rares conquêtes parmi nous, elles s'expliquent infailliblement par l'intérêt des passions mauvaises ou par une grossière et stupide ignorance. — Bien au contraire, les hommes éminents qui entrent si fréquemment dans le sein de l'Eglise Catholique, s'y distinguent par une éminente piété. Témoin les Professeurs d'Oxford et tant d'autres.

Indépendamment des conversions de protestants, nous sommes encore heureux de dire, sur le témoignage d'une correspondance toute récente, que la religion catholique commence à offrir un beau et consolant spectacle à New-York. L'Eglise des Français n'est plus assez grande pour contenir tous ceux qui veulent as-

sister au service divin; celles des Français, Américains, Allemands, sont remplies, chaque dimanche.

La Grande Chartreuse.

Afin de donner plus d'importance à la lecture du feuilleton dont nous donnons aujourd'hui la continuation, nous nous rappelons que la Grande Chartreuse est le premier monastère, bâti en 1086, dans le diocèse de Grenoble, par saint Bruno, fondateur de l'ordre des Chartreux. Cet ordre est le plus parfait de tous les ordres religieux, puisqu'il n'a jamais eu besoin de réforme. — Passé par le désir d'une vie plus parfaite, saint Bruno ayant résolu de quitter le monde confia son projet et le fit goûter à six de ses amis. Tous ensemble ils allèrent trouver saint Hugues, évêque de Grenoble, et lui demandèrent dans son diocèse, un lieu où ils pussent servir Dieu sans être à charge aux hommes, et éloignés du commerce du monde. Le saint Pontife les embrassa et les conduisit lui-même dans le désert de la Chartreuse. Rien n'est plus propre que l'aspect de cette solitude à élever l'âme et à occuper fortement. Le spectacle terrible d'une beauté sombre qui se présente partout, convenait l'âme même de l'existence d'un Dieu. Il suffisait de le contempler en ce lieu et de lui dire: Regarde. Une vallée profonde, environnée de rochers arides, escarpés, couverts pendant la plus grande partie de l'année de neiges et de brouillards, fut le bercan des Chartreux. Il serait difficile d'exprimer la vie admirable que Bruno et ses compagnons menèrent dans leur solitude; ils employaient une grande partie du temps à chanter les louanges de Dieu; à la prière succédait le travail des mains, afin de gagner de quoi subsister sans être à charge à personne. Telle est encore la vie des Chartreux de nos jours.

La correspondance sur la Tempérance, qui se trouve à la 1er page, nous a été adressée par un citoyen que ses études professionnelles rendent apte à se prononcer, avec connaissance de cause, sur la matière qu'il y a traitée. Nous en recommandons la lecture. Nous devons à l'obligeance d'un ami de notre journal la traduction de cet écrit de l'anglais en français.

La législature de la Nouvelle-Ecosse, s'assemble le 17 janvier courant, pour la décade des affaires.

La législature du Nouveau Brunswick s'assemble le 7 février prochain, pour la décade des affaires.

Nouvelles d'Europe.

LES TEMPERANCES CAMBRIA. Les dates du "Cambria," premier steamer de la saison d'hiver, embrassent deux semaines, et vont du 30 novembre au 13 décembre pour la France, du 1er au 15 décembre pour l'Angleterre.

Malgré la longueur, maintenant insupportable, de cette période, les nouvelles ne sont d'une grande importance sur aucun point, et peuvent se résumer rapidement.

Le différend turco-russe n'a fait aucun pas. La lutte continue toujours entre les résistances de la Porte et les exigences du czar. On dirait que celui-ci cherche à gagner du temps, soit pour laisser, soit pour détourner l'intervention anglo-française, qui attend toujours à l'entrée des Dardanelles, le moment d'agir ou de se retirer.

La situation n'a pas marché davantage à Rome. Le retour du pape est annoncé "sous quelques jours," formule fallacieuse, dont on nous berce depuis deux mois et qui n'a pas de fondements plus sérieux cette fois que les précédents. L'intervention française allait du reste, se trouver livrée entièrement à elle-même par le départ des troupes espagnoles, qui avaient commencé à s'embarquer.

En Allemagne, le conflit soulevé entre la Prusse et l'Autriche, par la question fédérale, prend chaque jour des proportions plus graves. A une protestation presque belliqueuse du cabinet de Vienne contre la convocation d'un parlement allemand, le cabinet de Berlin a répondu en termes non moins décidés, non moins gros de complications désormais proclamées.

La mort de la reine douairière de la Grande-Bretagne, et les espérances de grossesse qui viennent de se manifester chez la jeune souveraine de l'Espagne, complètent à peu près la chronique étrangère.

La nouvelle la plus intéressante qui nous vient de France est la chute de l'ossis de Zaatcha, dont l'arrivée d'Algérie poursuivait depuis près de deux mois le siège, au milieu de tant de difficultés. Les détails de cette victoire, qui paraît avoir été sanglante, n'étaient point encore connus à Paris aux dernières dates.

A l'intérieur, la tranquillité matérielle existe; mais les germes de mé-intelligence ne manquent pas, et, quoiqu'on doive reconnaître que le président apporte une réserve et une prudence inespérée dans sa conduite, à une époque qui évoque naturellement des souvenirs bien tentants pour son ambition, il faut regretter l'attitude que son administration a prise dans une question de finances, qui a tout le danger d'une question politique. Le rétablissement de l'impôt des boissons sera nécessairement pour le gouvernement qui l'a proposé, et pour la chambre qui l'a adopté, une cause profonde d'impopularité. Tout compte fait, la quinzaine a été ratée. Ne s'agit-il pas que quelques-uns des brillons politiques qui nous inquiètent ont été malades ou indisposés? Nous serions fort tentés de le croire, car le peuple lui-même ne demande que le travail, le repos, l'affermissement des institutions.

Courrier des Etats-Unis.